

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce vendredi 23 septembre 2022

SOMMAIRE

- Le Président de la RDC appelle l'ONU à l'aider à en finir avec « le mal sécuritaire » qui ronge son pays
- Retombées de la rencontre Tshisekedi-Kagame-Macron
- Ituri : 179 personnes tuées par des groupes armés en août 2022 (MONUSCO)
- ESU : Des professeurs d'universités et instituts supérieurs décident de l'arrêt des activités académiques
- Kongo Central : La CENI lance le test grandeur nature des kits d'enrôlement des électeurs à Luozi
- Six nouveaux cas d'Ebola en Ouganda, selon l'OMS
- Sud-Kivu : MDM met en place un programme de santé et droits sexuels reproductifs « SDSR »
- Tanganyika : « Le retrait de la MONUSCO de Bendera est prématurée tant que l'armée ne prend pas la relève » (Notables)
- Kwamouth : des dizaines de morts signalés lors des affrontements entre Teke et Yaka dans deux villages

- **DROITS HUMAINS**

Ituri : 179 personnes tuées par des groupes armés en août 2022 (MONUSCO)

Le chef de bureau de la MONUSCO en Ituri, Marc Karna Soro, a déclaré que *"rien qu'en août dernier 179 personnes ont été tuées par des éléments des différents groupes armés actifs dans l'Ituri"*. Il fait cette déclaration à l'occasion de la Journée internationale de la paix, célébrée ce 21 septembre de chaque année. Pour Marc Karna, *"chaque fois qu'une vie est ôtée,*

on crée des rancœurs. Et quand on crée de la rancœur, on s'engage progressivement de nouveau dans la spirale de la vengeance et de la violence. » Il estime qu'il est temps que les fils et filles de l'Ituri prennent conscience de la responsabilité des uns et des autres face à cette crise qui endeuille cette province depuis cinq ans : " Il faut que cette situation d'insécurité s'arrête. Il faut qu'on puisse tourner la page et passer à autre chose. Chaque fois que quelqu'un va tuer l'autre, cela crée des blessures. Et sur ces blessures vont se créer de nouvelles tensions, des rancœurs. Chaque fois qu'une personne est abattue, cela crée des ressentiments. En général, ces ressentiments vont se transformer en vengeance et puis, cela ne s'arrête pas. Donc, c'est totalement inutile et cela n'a pas de sens".

Marche des médecins à Kinshasa : le Gouvernement condamne « l'usage de la force » par la police

Dans un communiqué publié jeudi 22 septembre sur les réseaux sociaux, le Gouvernement, à travers le ministère des Droits humains, a condamné la répression violente qui a sanctionné la marche pacifique organisée la veille à Kinshasa par le Syndicat national des médecins (SYNAMED), pour revendiquer leurs salaires et primes. *« Au nom du Gouvernement de la République, il (ministère des Droits humains) condamne fermement cet usage de la force, car contraire aux prescrits aux instruments juridiques internationaux, à la Constitution ainsi qu'aux lois de la République »,* note le communiqué. En outre, il invite l'inspection générale de la police à diligenter, sans tarder, une enquête sur les traitements dégradants infligés aux manifestants et à déférer les responsables devant les instances compétentes. *« La tenue d'une marche pacifique même sans prise d'acte de l'autorité compétente, ne constitue nullement un prétexte pour violer systématiquement les droits fondamentaux reconnus aux citoyens conformément à la vision prônée par le Chef de l'Etat, son excellence Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo »,* poursuit la note.

ESU : Des professeurs d'universités et instituts supérieurs décident de l'arrêt des activités académiques

Le Réseau des associations de professeurs des universités et instituts supérieurs du Congo (RAPUICO) a tenu une assemblée générale extraordinaire, ce jeudi 22 septembre 2022, à Kinshasa, à l'issue de laquelle, ils ont décidé de l'arrêt de toutes les activités scientifiques et académiques dans tous les établissements publics de l'Enseignement supérieur et universitaire sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo. Après avoir épuisé toutes les voies légales de recours, le RAPUICO entre en grève et demande à tous les professeurs, en dépit de tout le ridicule que leur ont fait subir certains acteurs du gouvernement de la République, le respect strict de ce mot d'ordre. Cette grève intervient après que le gouvernement ait pris acte du rapport des travaux de la Commission paritaire gouvernement-banc syndical de l'enseignement supérieur et universitaire (ESU) et de l'évaluation de la mise des œuvres des accords de Bibwa/Nsele. À cet effet, le RAPUICO prend à témoin toute la communauté tant

nationale qu'internationale de toutes les conséquences qui découleront de cet arrêt d'activités dont le gouvernement sera tenu pour seul responsable.

Six nouveaux cas d'Ebola en Ouganda, selon l'OMS

Six nouveaux cas d'Ebola ont été recensés en Ouganda, a indiqué jeudi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), deux jours après que le pays a annoncé le premier mort de cette maladie mortelle depuis trois ans. " Jusqu'à présent, sept cas, dont un décès, ont été confirmés comme ayant contracté le virus d'Ebola du Soudan", a précisé l'OMS dans un communiqué, en se référant à une souche rare du virus. "Quarante-trois contacts ont été identifiés et 10 personnes soupçonnées d'avoir contracté le virus reçoivent un traitement à l'hôpital de référence régional de Mubende", selon l'organisation onusienne. " Nos experts sont déjà sur le terrain pour travailler avec les équipes ougandaises expérimentées de lutte contre Ebola pour renforcer la surveillance, le diagnostic, le traitement et les mesures préventives", a déclaré Abdou Salam Gueye, directeur régional des urgences au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

- **DROITS DES FEMMES**

Sud-Kivu : MDM met en place un programme de santé et droits sexuels reproductifs « SDSR »

Pour faciliter l'accès effectif à des services de santé de qualité, assurer le droit et la capacité à chaque individu d'exercer librement sa vie affective, sexuelle et reproductive, Médecin du monde « MDM ». Le lancement a eu lieu dans la ville de Bukavu, ce jeudi 22 septembre 2022. Delphine NOEL, qui est la coordinatrice de ce programme fait savoir que ce dernier repose sur trois (3) approches entre autres l'approche de santé publique du fait de leur prévalence, leur gravité, leurs conséquences sur l'individu et sur la société. L'autre approche est fondée sur les droits humains mais également celle intégrant la participation communautaire. *« ...il y a aussi une approche fondée sur les droits humains car la santé est un droit humain universel dont toute personne est titulaire et qui doit être garanti par les Etats »,* explique Delphine. Pour Delphine, cela implique de soutenir et renforcer les systèmes publics de santé. *« Il est aussi nécessaire de renforcer les capacités individuelles de la population afin qu'elle connaisse et puisse revendiquer ses droits »,* ajoute-t-elle. Delphine Noel précise qu'il cible les femmes et filles enceintes et allaitantes, survivant(e)s de violences sexuelles, les hommes sexuellement actifs, les femmes en âge de procréer pour ne citer que ceux-là.

- **SITUATION POLITIQUE**

Le Président de la RDC appelle l'ONU à l'aider à en finir avec « le mal sécuritaire » qui ronge son pays

S'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies mardi, Félix-Antoine Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo, a rappelé que son pays est victime d'une crise sécuritaire aigüe qui dure depuis plus de 20 ans dans l'Est de son territoire, une « crise causée principalement par les convoitises que suscitent ses fabuleuses richesses naturelles et les ambitions de puissance de certains de ses voisins ». Stigmatisant le « mal sécuritaire qui continue à ronger mon pays », en dépit d'efforts internes et de la présence militaire massive de l'ONU en RDC et de son soutien diplomatique pendant 23 ans, il a déploré que plusieurs accords signés avec les groupes armés, et même avec les pays voisins, sous la garantie de la communauté internationale, et des mécanismes nationaux et internationaux n'ont duré que quelques mois. « Vite, l'architecture s'est fissurée et l'édifice s'est écroulé. Et, on recommence toujours avec les mêmes tragédies », a constaté le chef de l'État.

Des tragédies qui se répètent

Partisan d'une « philosophie de réconciliation » avec ses voisins, M. Tshisekedi a dit n'avoir ménagé aucun effort pour rassurer les pays limitrophes et restaurer la confiance. En dépit de cette « main tendue », certains n'ont trouvé mieux que de nous remercier par l'agression et le soutien à des groupes armés terroristes, a regretté le Président. « C'est le cas actuellement du Rwanda qui, une fois de plus, a non seulement agressé, en mars dernier, la RDC par des incursions directes de ses forces armées, mais occupe également des localités du Nord-Kivu par l'entremise d'un groupe armé terroriste, le M23, auquel il apporte un soutien massif tant en matériels de guerre qu'en troupes », a-t-il accusé.

Retombées de la rencontre Tshisekedi-Kagame-Macron

A l'initiative du président de la République française, Emmanuel Macron, les présidents de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi, et de la République du Rwanda, Paul Kagame, se sont entretenus mercredi 21 septembre à New York, aux USA. Les discussions ont tourné autour des violences armées dans l'Est de la RDC et la résolution de ces Chefs d'Etat à apporter une réponse régionale et coordonnée à la menace portée par les groupes armés terroristes dans cette région. Afin de réunir les conditions d'un dialogue franc et constructif, nécessaire à la relance de la coopération entre les deux pays de la région et conformément au processus de Luanda en Angola, les trois chefs d'Etat ont convenu d'agir de concert pour obtenir le plus vite le retrait du M23 de toutes les localités occupées et le retour des déplacés de guerre de ces localités à leurs domiciles, avec l'appui des Nations unies et de leurs partenaires de l'Union africaine, de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la Conférence sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).

RDC : Sama Lukonde entame l'évaluation de l'état de siège au Nord-Kivu

Le Premier ministre Sama Lukonde est arrivé à Goma (Nord-Kivu) dans la soirée jeudi 22 septembre en provenance de l'Ituri. A la tête d'une forte délégation du gouvernement, il poursuit sa mission d'évaluation de l'état de siège. Le Premier ministre va échanger avec différents groupes sociaux et politiques ainsi que les autorités provinciales sur l'évolution de la situation sécuritaire sur terrain. A sa descente de l'avion, le chef du gouvernement a indiqué devant la presse qu'il était en tournée dans l'est de la RDC depuis trois jours pour apporter aussi son soutien aux FARDC. Celles-ci sont engagées aux fronts contre les groupes armés tant nationaux qu'étrangers, qui écument cette région. Il a, par la même occasion, présenté ses condoléances aux familles endeuillées par la guerre du M23 et compatit avec des milliers des déplacés éparpillés dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo.

Kongo Central : La CENI lance le test grandeur nature des kits d'enrôlement des électeurs à Luozi

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a lancé le test grandeur nature des kits d'enrôlement des électeurs à Luozi dans le territoire du même nom, au Kongo Central, le mercredi 21 septembre dernier. C'est Gérard Bisambu et Ilongo Tokole, membres de la plénière de la Centrale électorale qui ont supervisé cette activité, en présence des autorités politico-administratives de la province. Dans son discours, Gérard Bisambu a relevé l'importance de ce test qui vient baliser le chemin pour l'opération de révision du fichier électoral. *« C'est une opération préliminaire et expérimentale, qui a la nécessité de pouvoir corriger les éventuelles erreurs qu'on trouverait dans la fonctionnalité des kits, de manière à améliorer la finalisation des matériels que nous allons utiliser pour l'enrôlement des électeurs au mois de décembre »*, a-t-il indiqué. Et de poursuivre : *« Nous sommes contents de constater que la machine est performante, elle prend convenablement en charge les informations qu'on lui donne dans un temps raisonnable. Je crois qu'au fil du temps l'opération se déroulera encore plus vite »*.

- **SECURITE**

Tanganyika : « Le retrait de la MONUSCO de Bendera est prématurée tant que l'armée ne prend pas la relève » (Notables)

Le chef coutumier de Makutano à Bendera, Venant Bulundu Nkunde, pense que la fermeture de la base temporaire de la MONUSCO à Bendera (Tanganyika) serait prématurée tant que les Forces armées de la RDC (FARDC) ne sont pas prêtes à prendre la relève. Il l'a dit mercredi 21 septembre à une mission conjointe d'évaluation de la MONUSCO qui s'est

rendue dans cette localité du territoire de Kalemie. Les acteurs de la société civile et les chefs coutumiers de Bendera appellent ainsi le gouvernement congolais à prendre entièrement la relève de la sécurisation des personnes et de leurs biens à Bendera et ses environs avant le retrait des forces onusiennes de la région. Les casques bleus indonésiens de la MONUSCO effectuent des patrouilles conjointes à pied et par véhicules avec les FARDC. Dans le cadre du retrait progressif de la MONUSCO dans la province du Tanganyika, ce bataillon des casques bleus pourrait se retirer le 15 octobre prochain pour être redéployer en Ituri. La mission d'évaluation de la MONUSCO à Bendera avait pour objectif d'étudier ensemble les modalités de l'appropriation des outils de protection des civils par les structures locales.

Kwamouth : des dizaines de morts signalés lors des affrontements entre Teke et Yaka dans deux villages

Plusieurs sources confirment à ACTUALITE.CD des affrontements mardi dernier entre les Teke et les Yaka dans les villages Ingwene et Bisiala, dans le territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Les bilans divergent selon les sources et font froid au dos. La société civile de Mai-Ndombe parle de plus de 90 morts, soit 70 à Ingwene et 20 à Bisiala. "Au niveau du village Ingwene, il y a eu 70 morts, on a tué 25 Teke y compris le chef coutumier, du côté des Yaka il y a eu 45 morts plus 5 militaires. Au niveau de Bisiala il y a eu une vingtaine de morts", a déclaré Fidèle Lizoringo, président de la société civile de Mai-Ndombe. Le vice-président de la société civile de Kwamouth, Martin Suta lui, parle de plus de 60 morts. " C'était la nuit d'avant-hier, il y a eu affrontements entre les deux communautés y compris les militaires. Il y a eu beaucoup de décès. Pour les militaires c'est 5 plus un policier. Du côté de la population c'est 24 Tekes tués, et de la part des Yaka 35 morts. Il y a eu affrontements de 2h à 7 heures du matin" a-t-il indiqué. Un autre bilan est fourni par le député national Guy Musomo, élu de Kwamouth qui a alerté depuis mercredi sur ces violences.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo